



Soudan, un accord de paix en quatre phases



¹ Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure de la société civile, apolitique, indépendante, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. Fondé grâce à un groupe des cadres, il est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention et de gestion des conflits, la stabilisation et le renforcement de la paix. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés de différentes nationalités qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche.

LE CONTEXTE

Khartoum, la capitale soudanaise, s'est réveillée, le samedi 15 avril dernier, par le bruit d'une salve de coups de feu. L'armée nationale fidèle au général Abdelfath Alburhane et les Forces de Soutien Rapide (FSR) du général Hemetti s'affrontent dans la capitale. Les deux parties s'accusent mutuellement sur l'initiative de l'attaque. Au pouvoir depuis la chute du président Omar Hassan Elbechir en 2019, les deux parties ont malheureusement décidé d'avoir recours aux armes pour résoudre leur malentendu.

Depuis quelques semaines, les deux anciens amis qui ont dirigé ensemble le renversement du président Omar Hassan Elbechir étalaient leurs divergences sur la place publique. Le commandant adjoint des FSR le général Abdelrahim Dagalo, le grand frère du général Hemetti, ne s'est pas privé d'attaquer ouvertement le président Alburhane. Dans une interview accordée à New York Times, celui-ci a déclaré que « *le chef de l'armée Abdul Fatah al Burhan s'est entouré avec son commandement général d'un mur en béton pour se protéger, alors qu'il ne se souciait pas si le reste du pays brûlait* ». Il a accusé les généraux de s'être emparé du pouvoir après la chute d'Elbéchir et d'être à l'origine du recul du pays et des manifestations qui se poursuivent et une économie effondrée. Il a souligné que les généraux se battent pour la conservation du pouvoir alors qu'il serait mieux de le remettre aux civils.

Cette situation intervient à un moment où l'armée et les civils « *forces de la liberté et du changement* » s'apprêtaient à apposer leurs signatures sur un accord final visant à remettre le pouvoir aux civils - du moins sur papier - avant le quatrième anniversaire de l'éviction d'El Béchir, le 11 avril 2019 à la suite d'un soulèvement populaire. Par ailleurs, il convient de rappeler que le processus de l'accord a été facilité par un mécanisme tripartite constitué de la MINUS, de l'Union africaine et de l'IGAD en vue de rétablir le pouvoir civil renversé en octobre 2021 par un deuxième coup d'État.

La cause du 2ème report de la signature de l'accord est due au désaccord des deux entités militaires sur le délai de réforme et d'intégration des forces de soutien Rapide aux forces armées nationales. Alors que l'armée exige une réforme immédiate jusqu'à intégration des FSR, le vice-président soudanais du Conseil de souveraineté et commandant des forces de soutien rapide (FSR) Monsieur Mohamed Hamdan Dagalo Hemetti, exige un processus décennal pour entamer le processus de réintégration de ses forces.

Le report de l'accord de transfert du pouvoir aux civils et le retour de l'armée aux casernes a suscité des manifestations à Khartoum et dans d'autres villes contre le régime militaire et la monopolisation du pouvoir.

Par ailleurs, Arko Minnawi, un leader du bloc démocratique a déclaré dans un tweet que son groupe avait accepté une proposition sur la base d'un pourcentage de participation entre 47 et 53%. Cependant, le leader de la FFC Yasser Arman a réfuté cela ; il a souligné que le temps des quotas est caduc.

Bref, la situation dans la capitale soudanaise, où se trouvent diverses forces appartenant à différents groupes des mouvements politico-militaires, était préoccupante et les affrontements étaient prévisibles. C'est dans ces conditions que le samedi 15 avril les villes soudanaises se sont embrasées.

Les institutions symboles de la souveraineté de l'Etat font l'objet d'une campagne de désinformation. Chaque partie prétend avoir pris le contrôle de l'aéroport international de Khartoum, le Palais présidentiel, l'Etat-major de l'armée et la télévision nationale. Des images de soldats appartenant aux camps adverses, faits prisonniers, humiliés et filmés passent en boucle sur les réseaux sociaux. Les Soudanais ont goûté aux premières conséquences de l'embrasement de ce beau pays

berceau de l'humanité. C'est dans ce pays accueillant que, pour des raisons politiques, culturelles ou alimentaires, des personnes de divers pays africains y trouvent refuge avec la chance de se reconstruire. Il convient de retenir que malgré les affrontements, les deux parties affichent ouvertement leur disponibilité de transférer le pouvoir à un gouvernement civil conformément à l'aspiration du peuple qui n'a pas cessé d'occuper les rues depuis quatre années et qui a payé un lourd tribut dans ses revendications. En somme, la volonté de toutes les parties militaires et civiles de s'acheminer vers un accord de transfert de pouvoir à un gouvernement civil, constitue déjà en soi une lueur d'espoir, et un paramètre qui allège *a priori* la tâche aux médiateurs, activement engagés dans la recherche d'une solution de paix dans la perspective d'un retour à l'ordre constitutionnel à court ou moyen terme.

A. D'importantes initiatives de médiation engagées

Outre l'Union africaine et l'autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), plusieurs États ont offert la médiation. Alors que le Président turc Recep Tayyip Erdogan a invité les deux belligérants soudanais à une rencontre en Turquie, Israël a, de son côté, proposé une rencontre des deux parties en conflit.

Sur le terrain, la situation est toujours confuse et cela laisse supposer que la fin des affrontements n'est pas pour demain. D'intenses concertations se poursuivent entre plusieurs pays surtout ceux du Golfe, les États-Unis, l'Égypte, la Turquie, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite.... L'objectif étant de faire pression sur les deux parties pour cesser les hostilités et résoudre la crise à travers des négociations qui finalement aboutiront à un transfert du pouvoir à un gouvernement civil. Le général Hemetti qui n'était pas partant pour la proposition de l'IGAD a accepté l'offre de l'Arabie Saoudite et des États-Unis d'Amérique. Cependant, le général El Burhan exclut toute rencontre à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et exige avant toute négociation le retrait du Khartoum du FSR accusées d'avoir redéployé, en décembre dernier, ses troupes à Khartoum et dans d'autres villes. Interrogé par la télévision AL-ikhbaria, le général Chamsadine Alkabachi était catégorique sur le refus de l'armée de négocier avec les forces de soutien rapide. L'IGAD a lancé une initiative en deux temps : prolonger la trêve à 72 heures et ramener les deux parties à la table de négociation. En attendant une lueur d'espoir de ces multitudes initiatives de médiation, surtout celle qui pourrait résulter des pourparlers de l'Arabie Saoudite, l'évacuation des étrangers, l'exode des Soudanais et les affrontements se poursuivent. Il faut dire que tous les regards sont tournés vers l'Arabie Saoudite où se tiennent des pourparlers entre les représentants des deux belligérants soudanais. Il s'agit de trouver un terrain d'entente sur deux volets : un cessez-le-feu et des couloirs humanitaires, selon un communiqué du ministère saoudien des affaires étrangères. La formation d'une commission de contact composée de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et du SG de la Ligue arabe est peu susceptible de faciliter la tâche à l'Union africaine. La Ligue arabe et les États-Unis doivent soutenir le processus de l'Union africaine et de l'IGAD au lieu de le contourner.

Concernant la tournée du ministre égyptien des affaires étrangères au Tchad et au sud soudan, Il convient de rappeler que les Trois pays (l'Égypte, le Tchad et le Sud Soudan) partagent des frontières communes avec le soudan et leur implication dans le processus de paix est irréversible. Les affrontements intercommunautaires et la disparition de 6000 armes de tous calibres pourraient bien affecter la stabilité du Tchad et au-delà. Il faut surtout faire en sorte que le terrorisme ne profite pas de la faiblesse de l'État soudanais pour s'installer au Soudan et affecter les pays voisins.

B. Interférences étrangères et menace terroriste, des goulots d'étranglement

La poursuite des affrontements aura sans doute des effets indésirables sur les pays voisins notamment avec la circulation des hommes armés et des armes de guerre de nature à renforcer l'insécurité dans la région, l'afflux massif de réfugiés. Le débordement du conflit au-delà des frontières soudanaises n'est

pas à exclure en raison de possibles implications de groupes ethniques vivant à cheval entre le Soudan et les pays voisins. En plus, la crainte d'une résurgence des foyers des groupes terroristes se renforcent car les États fragiles constituent de terrains fertiles pour le terrorisme. Israël a déjà émis un avertissement en la matière. Il convient de rappeler qu'Al-Qaida a été formé au Soudan et d'autres cellules ont été découvertes à Khartoum après la chute du Président Omar Elbéchir. Cependant, il ne faut pas oublier les interférences extérieures qui peuvent alimenter les conflits en apportant un soutien aux belligérants.

C. Humanitaire et sécurité

Plusieurs organisations humanitaires ont tiré la sonnette d'alarme sur une éventuelle grave crise alimentaire qui commence à émerger dans la capitale, Khartoum, après qu'un certain nombre de marchés centraux ont été détruits ou pillés. Les organisations médicales publiques et locales souffrent d'une détérioration dramatique et d'une pénurie de médicaments. Pour échapper aux affrontements meurtriers au milieu des quartiers, les habitants de Khartoum trouvent refuges dans des habitations inhabituelles et d'autres pays voisins. D'aucuns, à leurs risques et péril sont retranchés dans leurs appartements avec toutes les agitations qui vont avec, sans nourriture ni couverture sanitaire. Les prix des produits de première nécessité augmentent. « *La population soudanaise, déjà très affectée par les besoins humanitaires, est au bord du gouffre* ». Des informations font état de pillages de fournitures et d'entrepôts humanitaires.

L'Organisation des Nations Unies a été contrainte de réduire certaines de ses activités. Il convient de noter que plus d'un million de réfugiés se trouvent dans les pays voisins. Malgré l'hospitalité de ces pays, ceux-ci n'ont pas nécessairement les moyens de répondre au besoin élémentaire des réfugiés. **Sur le plan sécuritaire**, le Tchad est une des premières victimes des pays voisins car il partage une frontière avec le soudan longue d'environ 1300 km et surtout, existent, **Sur le plan sécuritaire**, le Tchad est l'une des premières victimes des pays voisins car il partage une frontière avec le soudan longue d'environ 1300 km et surtout qu'il convient de souligner qu'il y a plusieurs ethnies qui vivent à cheval entre le Soudan et le Tchad et dont certaines sont impliquées dans les affrontements intercommunautaires dans la province de Eljeineina où la population s'est emparée de 6000 pièces d'armes de tout calibre après avoir cambriolé les magasins d'armes qui se trouvent dans des commissariats.

En effet, étant donné que cette crise nécessite une réflexion minutieuse et compte tenu des efforts unanime déployés par la communauté internationale pour sauver le Soudan afin d'éviter un débordement dangereux dont les conséquences sont imprévisibles, le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), propose une feuille de route de paix qui se résume en quatre phases :

1. La signature d'un accord sous l'égide de l'union africaine et de l'IGAD appuyée par (l'ONU, l'Union Européenne et la Ligue arabe) prévoyant :

- a. La cessation immédiate des hostilités ;
- b. La libération des prisonniers des deux parties ;
- c. Le retrait à 100 km de toutes les forces se trouvant à Khartoum (l'armée nationale, les forces de soutien rapide, les combattants des mouvements politico-militaires) ;
- d. Le transfert du pouvoir à un gouvernement civil ;
- e. Le déploiement de la police à Khartoum pour assurer la sécurité.

2. La mise en place d'un gouvernement civil de transition dont les membres ne doivent pas appartenir à aucun parti politique ni à aucune des parties belligérantes :

- a. La formation d'une commission mixte chargée du processus de réintégration des forces du Soutien Rapide dans l'armée nationale ;
- b. La formation d'une commission mixte chargée du désarmement ;

3. La mise en place d'un mécanisme mixte chargé de suivi et du respect de l'accord :

- La formation d'une commission mixte sous l'égide de l'union africaine, composée de l'union africaine, de l'ONU, de l'Union Européenne, de la Ligue arabe, des deux parties en conflit et de la société civile soudanaise, chargée d'accompagner le gouvernement civil dans le processus de transition jusqu'aux élections ;
- La formation et l'envoi d'une force d'interposition mixte chargée de faire appliquer le cessez-le feu, le retrait, le désarmement et la protection du gouvernement civil.

4. La formation d'une commission chargée des affaires humanitaires (société civile, union africaine, IGAD), chargée de la réception et distribution des vivres sur toute l'étendue du territoire).

La guerre au Soudan a provoqué une crise humanitaire profonde au pays, mettant dans un état de déconfiture le pan économique national. Entre les réfugiés et les rescapés de l'intérieur qui frôlent au quotidien la mort, la nécessité de mobiliser d'importantes ressources tant sur les plans financier, humain que technique semble nécessaire pour conforter les populations sinistrées. Les organismes onusiens mènent déjà un travail remarquable au niveau des pays hôtes dans ce sens. Il va falloir renforcer le dispositif en impliquant plusieurs acteurs qui apporteront leur lot de savoir-faire.

**Contribution du centre d'études pour
le développement et la prévention de l'extrémisme
CEDPE**

www.centresearche.com

yacoubahmat@aol.com

tél : 0023599860817

0033772438986